

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE

[C - 99/14189]

5 JUILLET 1999. — Circulaire ministérielle
relative aux surveillants habilités

1. INTRODUCTION

La sécurité des piétons dans la circulation en général et en particulier tant des enfants et écoliers que des personnes handicapées ou âgées est une préoccupation constante des autorités sur le plan fédéral, régional et local.

Si le nombre d'enfants victimes d'accidents de la circulation a notoirement décliné ces vingt dernières années, les efforts qui ont été accomplis doivent être continués et même amplifiés.

Parallèlement, il nous faut constater que, dans nos sociétés où le nombre de personnes âgées est de plus en plus important, c'est désormais dans la classe d'âge des plus de soixante ans qu'est répertorié le nombre le plus important de piétons tués : un sur deux en fait. Par ailleurs, les conséquences d'un accident grave sont en règle générale plus dommageables pour les personnes âgées. Leur capacité à récupérer est aussi plus faible.

En outre, les problèmes de mobilité que rencontrent les personnes handicapées dans la circulation se sont accrues.

Au fil des ans, un arsenal de mesures en faveur des piétons a été pris afin d'améliorer leur sécurité ainsi que leur statut sur le plan juridique.

A titre d'exemple, sur le plan comportemental, la protection aux passages pour piétons non protégés par des feux lumineux de circulation ou par un agent qualifié a été renforcée. Les conducteurs doivent non seulement céder le passage aux piétons qui se sont engagés sur le passage mais également à ceux qui sont sur le point de s'y engager (art. 40.4.2. du code de la route).

En matière d'infrastructure, un nombre considérable d'aménagements de sécurité a été réalisé, en particulier aux abords des écoles et dans les quartiers à vocation résidentielle, et ce à l'initiative des gestionnaires.

Par ailleurs, la réglementation relative à la création de zones 30 a été assouplie de sorte qu'à terme (pour 2006) toutes les zones d'habitation pourraient être consacrées en tant que tel.

S'agissant des véhicules, l'attention se focalise désormais sur les moyens à mettre en oeuvre afin que ceux-ci soient moins agressifs en cas de choc avec des piétons.

C'est dès lors une approche globale qui est privilégiée; une approche où chaque mesure s'inscrit complémentirement aux autres.

En matière d'encadrement des enfants et écoliers sur la voie publique, une modification du règlement général sur la police de la circulation routière consacrait en 1987 les surveillants habilités.

Ces surveillants, disposant de compétences particulières dans la circulation, ont pour rôle essentiel d'assurer la sécurité des enfants et écoliers.

Le cadre dans lequel s'exerce lesdites compétences a évolué dans le temps, compte tenu de la pratique et de l'expérience. Une actualisation de la circulaire ministérielle du 25 mars 1987 (*Moniteur belge* du 8 mai 1987) s'imposait.

Par ailleurs, cette actualisation s'impose doublement suite à la modification du règlement général sur la police de la circulation routière introduit par l'arrêté royal du 7 mai 1999 (*Moniteur belge* du 21 mai 1999) qui prévoit la possibilité de recourir aux services de surveillants habilités pour des groupes de personnes âgées ou handicapées.

MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR

[C - 99/14189]

5 JULI 1999. — Ministerieel rondschrĳven betreffende
de gemachtigde opzichters

1. INLEIDING

De verkeersveiligheid van voetgangers in het algemeen, en van zowel kinderen en scholieren als bejaarden en personen met een handicap in 't bijzonder, is een constante zorg voor de overheid, zowel op federaal, als gewestelijk en lokaal vlak.

Al is het aantal verkeersslachtoffertjes aanzienlijk verminderd in de loop van de laatste twintig jaar, toch moeten de geleverde inspanningen voortgezet en geïntensifieerd worden.

Parallel hiermee moet worden vastgesteld dat in de vergrijzende samenleving, in de leeftijdscategorie van boven de zestig jaar, het grootst aantal om het leven gekomen voetgangers voorkomt : één op twee. Overigens zijn in de regel de gevolgen van een zwaar verkeersongeval ernstiger voor bejaarden. Hun herstel verloopt ook minder goed.

Daar komt bij dat ook voor personen met een handicap de mobiliteitsproblematiek een belangrijkere plaats inneemt.

In de loop van de jaren is voor de voetgangers een reeks van maatregelen genomen die zowel hun veiligheid als hun juridische positie moeten verbeteren.

Een voorbeeld uit de sfeer van de gedragsregels is de bescherming aan de oversteekplaatsen voor voetgangers waar het verkeer niet geregeld wordt door verkeerslichten of door een bevoegd persoon : de bestuurders moeten er niet alleen voorrang verlenen aan de voetgangers die zich op de oversteekplaats bevinden, maar ook aan degenen die op het punt staan er zich op te begeven (art. 40.4.2. van het verkeersreglement).

Op het gebied van de weginfrastructuur is, op initiatief van de wegbeheerders, een groot aantal veiligheidsvoorzieningen (aanleg) tot stand gebracht, in 't bijzonder in de schoolomgeving en in de wijken met een erffunctie.

De regelgeving met betrekking tot de zones 30 is daarenboven versoepeld zodat op termijn (tegen 2006) alle woongebieden als dusdanig kunnen worden ingesteld.

Voor de andere component, nl. het voertuig, gaat de aandacht vooral naar de middelen die aangewend moeten worden om de gevolgen van botsingen met voetgangers voor deze weggebruikers minder erg te maken.

Er wordt dus voorrang gegeven aan een globale benadering, een benadering waarbij elke maatregel zijn bijdrage levert.

Op het gebied van de bescherming van kinderen en scholieren op de openbare weg, kan verwezen worden naar een wijziging van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer in 1987, met het invoeren van de figuur van de gemachtigd opzichter.

Deze opzichters die bepaalde specifieke bevoegdheden in het verkeer uitoefenen, hebben als wezenlijke taak de veiligheid van kinderen en scholieren te verzekeren.

Het kader waarin deze bevoegdheden uitgeoefend worden, is, rekening houdend met de praktijkervaring, mettertijd geëvolueerd. Actualisering van het ministerieel rondschrĳven van 25 maart 1987 (*Belgisch Staatsblad* van 8 mei 1987) was gewenst.

Overigens is deze actualisering noodzakelijk, gelet op de wijziging die in het algemeen verkeersreglement werd ingevoerd door het koninklijk besluit van 7 mei 1999 (*Belgisch Staatsblad* van 21 mei 1999) waarbij de mogelijkheid wordt voorzien om ook voor groepen bejaarden of personen met een handicap een beroep te doen op gemachtigde opzichters.

2. LES GUIDES ET PATROUILLEURS SCOLAIRES NE SONT PAS DES SURVEILLANTS HABILITES

Au préalable, il convient de rappeler que les surveillants habilités ne peuvent en aucune façon être confondus avec les jeunes brigadiers de la route dans le cadre d'une patrouille scolaire. Les jeunes brigadiers de la route sont - comme leur titre l'indique - des enfants dont la tâche consiste à aider leurs condisciples à traverser en groupe, sans qu'ils puissent user d'aucun pouvoir à l'encontre des autres usagers de la route et ce pour des raisons de sécurité.

Pour les jeunes brigadiers de la route, qui peuvent continuer à exercer ces fonctions mais indépendamment des surveillants habilités, reste d'application le principe selon lequel ils doivent attendre le moment propice pour laisser traverser le groupe.

Les conducteurs qui s'approchent lorsque le groupe d'enfants traverse sous le contrôle de brigadiers de la route doivent alors ralentir et au besoin s'arrêter (interdiction de couper le groupe d'enfants).

Cette interdiction reste également valable lorsqu'un groupe d'enfants ou d'écoliers traverse sous la conduite d'un guide (par exemple des parents, enseignants, guides de mouvements de jeunesse), ou lorsqu'un tel groupe se déplace en rangs, accompagné d'un guide. Suite aux modifications susvisées par l'arrêté royal du 7 mai 1999 cette interdiction est également d'application dans les mêmes situations pour les groupes de personnes âgées ou handicapées sous la conduite d'un guide. La différence fondamentale entre les jeunes patrouilleurs scolaires et les guides d'une part et surveillants habilités d'autre part consiste, pour ces derniers, dans la faculté qu'ils ont de donner des indications aux autres usagers et d'arrêter la circulation au moyen du disque représentant le signal C 3.

3. COMMENTAIRE

Pour pouvoir accomplir la surveillance en toute sécurité, il est indispensable de prendre les garanties nécessaires tant pour les surveillants eux-mêmes que pour les personnes qu'ils aident : les enfants, les écoliers, les personnes âgées ou handicapées.

Il convient dès lors de prendre en compte l'âge, la formation et le cadre dans lequel les surveillants habilités vont agir.

La présente circulaire dresse un aperçu actualisé de ces aspects.

3.1. Dispositions réglementaires

3.1.1. Le code de la route.

Article 40bis - Comportement à l'égard des groupes d'enfants, d'écoliers, de personnes handicapées ou âgées.

40bis 1. Il est interdit aux usagers de couper un groupe d'enfants, d'écoliers, de personnes handicapées ou âgées :

1° soit en rangs, sous la conduite d'un guide;

2° soit traversant la chaussée sous la conduite d'une patrouille scolaire, d'un guide ou d'un surveillant habilité.

40bis 2. Les usagers doivent obéir aux indications qui sont données par des surveillants habilités pour assurer la sécurité de la traversée d'enfants, d'écoliers, de personnes handicapées ou âgées.

40bis 3. Pour arrêter la circulation, les surveillants habilités doivent faire usage d'un disque représentant le signal C3 et dont les caractéristiques sont déterminées par le Ministre des Communications.

Article 59.21. Les surveillants visés à l'article 40bis 1.2° doivent être âgés d'au moins 18 ans et être habilités par le bourgmestre de la commune où ils effectuent leur surveillance, après une formation adéquate par la police communale ou la gendarmerie. Ils portent au bras gauche un brassard aux couleurs nationales disposées horizontalement, et indiquant en lettres noires dans la bande jaune le nom de la commune.

3.1.2. Arrêté ministériel du 1^{er} décembre 1975 déterminant les caractéristiques de certains disques, signalisations, plaques et indications, prescrits par le règlement général sur la police de la circulation routière

Voir point 3.6. ci-après.

2. LEIDERS EN JEUGDVERKEERSBRIGADIERS VERSUS GEMACHTIGDE OPZICHTERS

Het is dienstig meteen in herinnering te brengen dat de gemachtigde opzichters in geen geval verward mogen worden met de jonge verkeersbrigadiers die fungeren in het kader van een jeugdverkeersbrigade. De jonge verkeersbrigadiertjes zijn, zoals hun benaming het uitdrukt, kinderen wier taak erin bestaat hun medeleerlingen te helpen in groep over te steken, zonder dat ze hierbij enige bevoegdheid kunnen uitoefenen ten opzichte van de andere weggebruikers. Dit is vanzelfsprekend zo gewild uit veiligheidsoverwegingen.

Voor de jeugdverkeersbrigadiers, die voort kunnen blijven optreden maar dan onafhankelijk van de gemachtigde opzichters, blijft regel dat ze het gunstig (veilig) ogenblik moeten afwachten om de groep te laten oversteken.

De bestuurders die naderen op het ogenblik dat de groep kinderen oversteekt onder de controle van verkeersbrigadiertjes, moeten dan vertragen en indien nodig stoppen (verbod door de groep kinderen te breken).

Dit verbod is eveneens van toepassing wanneer een groep kinderen of scholieren oversteekt onder controle van een leider (b.v. ouders, leerkrachten, leiders van jeugdbewegingen), of als een dergelijke groep zich verplaatst in rijen, vergezeld van een leider. Als gevolg van voormelde wijzigingen door het koninklijk besluit van 7 mei 1999, is dit verbod thans ook uitgebreid in dezelfde gevallen naar groepen bejaarden of personen met een handicap vergezeld van een leider. Het fundamentele verschil tussen de jeugdverkeersbrigadiers en de leiders enerzijds en de gemachtigde opzichters anderzijds, bestaat hierin dat laatstgenoemden aanwijzingen mogen geven aan de andere weggebruikers en het verkeer mogen stilleggen bij middel van de schijf waarop het verkeersbord C3 afgebeeld is.

3. TOELICHTING

Om het toezicht in alle veiligheid te kunnen vervullen is het volstrekt noodzakelijk dat de vereiste garanties voorhanden zijn, zowel voor de opzichters als voor de personen voor wie ze optreden : kinderen, scholieren, bejaarden of personen met een handicap.

Er moet dus aandacht worden geschonken aan de leeftijd, de opleiding en het kader waarin de gemachtigde opzichters gaan fungeren.

Dit rondschriften geeft een geactualiseerd overzicht van deze aspecten.

3.1. Reglementaire bepalingen

3.1.1. Het verkeersreglement.

Artikel 40bis - Gedrag tegenover groepen kinderen, scholieren, personen met een handicap en bejaarden.

40bis 1. Het is de weggebruikers verboden te breken door een groep kinderen, scholieren, personen met een handicap of bejaarden :

1° ofwel in rijen, vergezeld van een leider;

2° ofwel die de rijbaan oversteekt onder de controle van een jeugdverkeersbrigade, van een leider of van een gemachtigd opzichter.

40bis 2. De weggebruikers moeten de aanwijzingen opvolgen die ter beveiliging van het oversteken van kinderen, scholieren, personen met een handicap of bejaarden, door daartoe gemachtigde opzichters worden gegeven.

40bis 3. Om het verkeer stil te leggen, moeten de gemachtigde opzichters gebruik maken van een schijf waarop het verkeersbord C3 afgebeeld is en waarvan de karakteristieken bepaald worden door de Minister van Verkeerswezen.

Artikel 59.21. De opzichters bedoeld in artikel 40bis 1.2° moeten ten minste 18 jaar oud zijn en gemachtigd zijn door de burgemeester van de gemeente waar zij hun taak uitoefenen, na een gepaste opleiding door de gemeentelijke politie of de rijkswacht. Zij dragen om de linkerarm een band met, horizontaal, de nationale kleuren en, in zwarte letters op de gele strook, de naam van de gemeente.

3.1.2. Ministerieel besluit van 1 december 1975 tot vaststelling van de kenmerken van bepaalde schijven, bebakeningen, platen en aanduidingen die voorgeschreven zijn door het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer

Zie punt 3.6 hierna.

3.2. Qui peut devenir surveillant habilité ?

Quiconque dès lors que la personne est âgée de 18 ans au moins, qu'elle a suivi une formation et qu'elle est habilitée par le bourgmestre.

Il peut s'agir de volontaires, d'enseignants, de parents, de personnes disposant de temps libre, d'un guide touristique ou de mouvements de jeunesse, de moniteurs, d'assistants de prévention et de sécurité, d'aides sociaux, du personnel de maisons de repos et d'ateliers protégés, etc...

Le panel des possibilités est en l'occurrence très large.

3.3. Organisation de la formation

3.3.1. De la formation

Si la limite d'âge pour pouvoir intervenir en qualité de surveillant habilité est de 18 ans, la formation peut quant à elle être prodiguée juste avant cette limite.

Les candidats surveillants qui sont mineurs doivent fournir une autorisation écrite des parents ou tuteur(s) pour être susceptibles de participer à la formation.

D'une manière assez classique, cette formation comportera un volet théorique et un volet pratique.

S'agissant de la partie théorique (en règle générale de 3 heures), l'attention doit être attirée avant tout sur :

- * la place du piéton et la traversée de la chaussée (règles et méthodes);
- * le comportement des conducteurs vis-à-vis des piétons;
- * la signalisation;
- * les règles de prudence à prendre en compte;
- * l'anticipation des comportements et aussi des erreurs que les usagers peuvent commettre;
- * une appréciation des conditions de circulation (distance de freinage, difficultés particulières liées aux traversées, contexte de la circulation, etc...).

La partie pratique (au moins l'équivalent d'une demi-journée en conditions réelles) revêt une grande importance car c'est au cours de celle-ci que les futurs surveillants habilités devront appréhender sur le terrain leur fonction et notamment :

- la manière adéquate d'agir lorsqu'ils donnent des indications aux conducteurs ou lorsqu'ils arrêtent le trafic;
- la mise en pratique de l'enseignement théorique et tout particulièrement l'appréhension correcte de la circulation.

Il est important que le surveillant habilité puisse mettre en pratique son acquis immédiatement après sa formation.

Il est vivement recommandé d'actualiser la formation après un certain temps, surtout dans le cas de personnes ayant obtenu l'habilitation de surveillant depuis plusieurs années. Comme mentionné dans l'introduction, la réglementation relative aux piétons a été modifiée au fil des ans et ce de manière importante. Dès lors, « une mise à jour » s'avère nécessaire.

3.3.2. Du formateur

La formation est confiée au service de police local.

Il conviendra d'être particulièrement attentif à la désignation des personnes qui dispenseront les cours théoriques et pratiques.

A cet égard, une personne spécialisée dans le domaine de la sécurité routière peut être adjointe ou appelée à dispenser des cours théoriques par exemple.

L'appréciation de l'intervenant en qualité de surveillant habilité ne doit pas faire l'objet d'un examen mais il est souhaitable que les personnes soient effectivement en mesure d'effectuer cette tâche.

3.2. Wie kan gemachtigd opzichter worden ?

Om het even wie van zodra de persoon ten minste 18 jaar oud is, een opleiding heeft gevolgd en door de burgemeester gemachtigd is.

Het kan gaan om vrijwilligers, leerkrachten, ouders, mensen die over vrije tijd beschikken, toeristische gidsen of gidsen van jeugdbewegingen, monitoren, stadswachten, sociale helpers, personeel van rusthuizen en beschutte werkplaatsen, enz.....

Er zijn dus heel wat mogelijkheden op dit gebied.

3.3. Organisatie van de opleiding

3.3.1. De opleiding

De leeftijdsgrens om ingezet te worden, is dus 18 jaar; de opleiding zelf kan natuurlijk net vóórdien gestart worden.

De kandidaat opzichters die minderjarig zijn, moeten een geschreven toelating van hun ouders of voogd(en) voorleggen om aan de opleiding te mogen deelnemen.

De opleiding omvat logischerwijze een theoretisch en een praktisch luik.

Het theorie-gedeelte (in algemene regel 3 uren), wordt vooral gericht op :

- * de plaats van de voetganger en het oversteken van de rijbaan (regels en methodes);
- * het gedrag van de bestuurders tegenover de voetgangers;
- * de signalisatie;
- * de voorzichtigheidsregels die in acht moeten worden genomen;
- * het anticiperen op gedragingen en ook op de fouten die de weggebruikers kunnen begaan;
- * beoordeling van de verkeersomstandigheden (remafstand, bijzondere problemen bij het oversteken, context van het verkeer, enz.....).

Het praktisch gedeelte (ten minste een halve dag in het reële verkeer) is van groot belang, want het is hier dat de toekomstige gemachtigde opzichters hun functie waar zullen moeten maken, namelijk :

- de gepaste handelwijze wanneer ze aanwijzingen geven aan de bestuurders of wanneer ze het verkeer stilleggen;
- het omzetten van de theorie in de praktijk en vooral de correcte inschatting van het verkeersgebeuren.

Het is van belang dat de gemachtigd opzichter zijn verworven kennis onmiddellijk na zijn opleiding in de praktijk kan brengen.

Het verdient ten zeerste aanbeveling de opleiding te actualiseren na verloop van tijd, zeker ten aanzien van personen die reeds meerdere jaren geleden als opzichter werden gemachtigd. De reglementering ten aanzien van de voetgangers is in de voorbije jaren, zoals in de inleiding vermeld, dermate gewijzigd dat « een opfrissing » noodzakelijk lijkt.

3.3.2. De personen die voor de opleiding instaan

De opleiding wordt toevertrouwd aan de lokale politiediensten.

Er moet bijzondere aandacht worden besteed aan de aanwijzing van de personeelsleden die de cursussen theorie en praktijk geven.

In dit opzicht kan een beroep worden gedaan op een persoon die goed vertrouwd is met het terrein van de verkeersveiligheid om b.v. de theoriecursus te geven.

De beoordeling van de kandidaat in zijn toekomstige hoedanigheid van gemachtigd opzichter moet niet gepaard gaan met het afleggen van een proef; het is echter wel wenselijk dat nagegaan wordt of de kandidaat zijn opdracht zal aankunnen.

3.4. De l'habilitation - Du contrôle de l'autorité

L'habilitation se fait par le Bourgmestre de la ville ou de la commune dans laquelle le surveillant exercera ses fonctions. L'attestation d'habilitation est délivrée après que la partie pratique de la formation ait été achevée.

Elle est en principe délivrée pour une durée indéterminée. Elle pourrait être délivrée pour une période limitée à considérer comme un stage probatoire.

Le surveillant habilité est assez logiquement affecté par l'autorité qui l'a habilité. Cette autorité tiendra évidemment compte du fait que, s'il s'agit d'un enseignant, d'un parent d'élève, ceux-ci pourront prêter de manière plus opérante aux abords de l'école, où il enseigne, où ses enfants suivent leurs cours.

Le personnel des maisons de repos, des ateliers protégés et des institutions pour handicapés oeuvrera également mieux dans l'environnement qui lui est familier.

Cette même autorité communale, par le biais de ses services de police, supervise les activités de ses surveillants et peut être amenée, le cas échéant, à sanctionner un surveillant qui aurait commis une ou des fautes dans le cadre de ses activités, sanction qui pourrait consister dans le retrait de l'habilitation.

Si la formation doit déboucher rapidement sur une affectation effective du surveillant habilité, ses prestations doivent également être relativement régulières.

S'il désire mettre fin à ses activités, le surveillant habilité doit en informer, hors cas de force majeure, l'autorité qui l'a habilité par le biais du responsable local du service de police par exemple.

En l'occurrence, l'habilitation étant délivrée par le Bourgmestre et la supervision exercée par le service de police local, les compétences du surveillant habilité s'exercent sur le territoire de la commune où il a été habilité.

Il peut survenir qu'il intervienne dans une commune voisine (déplacement d'un groupe d'écoliers, de personnes handicapées dont il assure fréquemment la surveillance) mais, dans ce cas, ce n'est qu'après consentement de l'autorité de la commune en cause.

En annexe à la présente circulaire, sont joints un modèle de déclaration de volontariat (annexe 1) et un modèle d'habilitation (annexe 2) en qualité de surveillant habilité.

3.5. Assurance

Le problème de l'assurance doit être réglé avec le plus grand soin. La ville ou la commune doit s'adresser à son assureur afin de faire assurer les surveillants :

- en responsabilité civile en exécution des articles 1382 et 1383 du Code civil. En ce qui concerne les candidats surveillants qui sont mineurs, la responsabilité des parents ou tuteur(s) doit également être couverte (art. 1384 du Code civil);

- contre les dommages corporels et matériels résultant d'accidents qui surviendraient dans l'exercice de leur tâche ou sur le chemin de ou vers l'endroit où la mission est exercée.

Il convient enfin de vérifier si des personnes couvertes par une assurance dans le cadre de leurs activités (par exemple : enseignants, personnel d'une maison de repos) sont également couvertes en qualité de surveillants habilités.

3.6. De l'équipement

Il n'a pas été jugé opportun d'imposer un équipement complet avec uniforme.

Néanmoins, l'identification constitue un facteur important de sécurité pour les surveillants eux-mêmes, pour les personnes dont ils assurent la surveillance et également pour les conducteurs qui s'approchent; ils doivent en effet pouvoir régler leur comportement à temps et sans hésitation.

L'article 59.21 du Code de la route ne prescrit qu'un équipement minimal des surveillants. Il doit consister en un brassard qui est porté au bras gauche et qui comporte horizontalement les couleurs nationales avec en lettres noires dans la bande jaune, la mention du nom de la commune.

3.4. De machtiging - Het toezicht door de overheid

De machtiging gaat uit van de burgemeester van de stad of de gemeente waarin de opzichter zijn taak zal waarnemen. Het getuigschrift betreffende de machtiging wordt afgegeven na afloop van het praktische gedeelte van de opleiding.

Het getuigschrift wordt in principe voor onbepaalde duur afgegeven. Het zou ook voor een beperkte duur afgegeven kunnen worden, zowat te beschouwen als een proefperiode.

De gemachtigd opzichter wordt logischerwijze aangesteld door de overheid die hem gemachtigd heeft. Deze overheid houdt vanzelfsprekend rekening met het feit dat leerkrachten of de ouder van een leerling best kunnen optreden in de omgeving van de school waar ze les geven of waar zijn kinderen schoolgaan.

Het personeel van rusthuizen, beschutte werkplaatsen en van instellingen voor gehandicapten, treedt uiteraard best op in de omgeving waarmee het vertrouwd is.

Het is ook de gemeentelijke overheid die, langs de politiediensten om, op de activiteiten van de gemachtigde opzichters toezicht houdt en die in voorkomend geval optreedt tegen een opzichter die foutief gehandeld zou hebben in het kader van zijn activiteiten. In dit geval kan de machtiging ingetrokken worden.

Er is reeds aangestipt dat de werkelijke machtiging tot gemachtigd opzichter zonder verwijl moet volgen op de opleiding; daarbij komt dat ook de prestaties (de frequentie van het optreden) met betrekkelijke regelmaat moeten verlopen.

De gemachtigd opzichter die zijn taak wenst te beëindigen, moet, behalve bij overmacht, de overheid hiervan op de hoogte brengen, b.v. via de plaatselijke verantwoordelijke bij de politie.

Aangezien de machtiging afgegeven wordt door de burgemeester en de lokale politie superviseert, worden de bevoegdheden van gemachtigd opzichter uitgeoefend binnen de grenzen van de gemeente waar hij gemachtigd is.

Het kan gebeuren dat hij in een naburige gemeente optreedt (uitstap van een groep schoolkinderen, van personen met een handicap waar hij regelmatig op toeziet...); in dit geval moet de betrokken gemeente haar toestemming geven.

In bijlage bij dit rondschriften is een model van verklaring van vrijwilligerschap (bijlage 1) en een model van machtiging (bijlage 2) als gemachtigd opzichter gevoegd.

3.5. Verzekering

Het verzekeringsprobleem dient met de meeste zorg te worden geregeld. De stad of de gemeente moet zich tot haar verzekeraar wenden ten einde de opzichters te laten verzekeren tegen :

- burgerlijke aansprakelijkheid krachtens de artikelen 1382 en 1383 van het Burgerlijk Wetboek. Wat de minderjarige kandidaat opzichters betreft, moet tevens de aansprakelijkheid van ouders of voogden verzekerd zijn (art. 1384 van het Burgerlijk Wetboek);

- persoonsschade en zaakschade, voortkomend uit ongevallen die zouden gebeuren bij het uitoefenen van de taak of op de weg van of naar de plaats waar de taak wordt uitgeoefend.

Er moet ook worden onderzocht of personen die in het kader van hun beroepsbezigheid gedekt zijn door een verzekering (bv. leerkrachten, personeel van een rustoord), ook gedekt zijn in hun hoedanigheid van gemachtigd opzichter.

3.6. Uitrusting

Het werd niet opportuun geacht een complete uitrusting met uniform voor te schrijven.

Niettemin is de herkenbaarheid een belangrijke veiligheidsfactor in het systeem voor de opzichters zelf, voor de personen die ze beveiligen en ook voor de naderende bestuurders; zij moeten immers - tijdig en zonder aarzelingen - hun rijgedrag kunnen regelen.

Artikel 59.21 van het verkeersreglement schrijft dan ook de minimale uitrusting van de opzichters voor. Ze moet bestaan uit een band die om de linkerarm wordt gedragen met, horizontaal de nationale kleuren en, in zwarte letters op de gele strook, de naam van de gemeente.

Les surveillants doivent de plus être en possession d'un disque dont l'usage est obligatoire pour pouvoir arrêter la circulation (article 40bis 3 du code de la route).

Ce disque (sur manche) est une reproduction, sur les deux faces, du signal routier C3, c'est-à-dire un cercle blanc bordé de rouge. Il doit avoir un diamètre minimal de 15 cm et être muni :

- soit de produits réfléchissants;
- soit d'un éclairage propre dans le bord rouge;
- soit des deux moyens utilisés conjointement (1).

Il est en outre recommandé de compléter cet équipement par le port de vêtements, de survêtements ou de dispositifs réfléchissants de couleur jaune ou orange. Les vêtements et survêtements peuvent en outre porter la mention « surveillant habilité ».

3.7. Cadre d'intervention des surveillants habilités

3.7.1. Généralités

La modification de la réglementation générale permettant l'encadrement de groupes de personnes handicapées ou âgées par des surveillants habilités d'une part et une approche plus large des fonctions des surveillants habilités encadrant des groupes d'enfants et d'écoliers constituent les nouveautés majeures de la présente circulaire.

Les surveillants habilités pourront dès lors assister les groupes dans leur cheminement soit de ou vers l'école, soit de ou vers un lieu d'activité quelconque, et ce, sans restriction.

Il convient d'entendre dans ce cadre par « groupe » : un ensemble de personnes ayant un caractère commun (des enfants, des écoliers, des personnes âgées ou handicapées). Des groupes mixtes sont également possibles.

Quant au nombre minimal de personnes devant constituer le groupe - question qui a été fréquemment posée - c'est avant tout une situation de fait mais il semble fort théorique de comprendre cette notion dès lors qu'il y a deux personnes; le groupe devant comprendre dans ce contexte plusieurs personnes et avoir une certaine importance.

Lorsque le surveillant habilité est confronté à de très petits « groupes », le cas échéant à une seule personne (un enfant isolé sur le chemin de l'école), il peut toujours agir en conseillant ces personnes sans toutefois nécessairement arrêter la circulation.

Par « enfants, écoliers, personnes âgées et handicapées », il convient d'entendre pour :

- * les enfants : les personnes mineures en dehors du cadre scolaire;
- * les écoliers : garçons et filles fréquentant les écoles maternelles, primaires et secondaires;
- * les personnes âgées : les personnes à partir de 60 ans environ;
- * les personnes handicapées : les personnes présentant un handicap physique ou psychique.

Un même surveillant peut encadrer un groupe d'écoliers ou un groupe de personnes handicapées par exemple.

Toutefois, les problèmes rencontrés, les comportements respectifs des groupes, les lieux de leur cheminement fort différents peuvent amener à une « spécialisation » du surveillant habilité qui peut mettre en valeur l'expérience qu'il a acquise dans un contexte précis.

3.7.2. Des compétences

Le surveillant habilité peut arrêter la circulation pour permettre aux groupes d'enfants, d'écoliers, de personnes âgées ou handicapées de traverser.

Il peut interdire à ces mêmes groupes de traverser aussi longtemps que la circulation n'est pas à l'arrêt et/ou que les conditions de sécurité maximale ne sont pas remplies, ce qui signifie qu'il n'y a dans ce cas précis pas application des dispositions de l'article 40.4.2. du code de la route s'agissant de l'intention de traverser dans le chef de ce groupe.

Il peut également donner des indications.

Ceci doit être compris dans son sens usuel : donner une indication, un avis, faire une suggestion en demandant de faire ou de ne pas faire quelque chose.

De opzichters moeten daarenboven een bordje bij zich hebben waarvan het gebruik verplicht is om het verkeer te mogen stilleggen (artikel 40bis 3 van het verkeersreglement).

Dit bordje (op steel) is een reproductie, langs beide kanten, van het verbodsbord C3 d.w.z. een witte schijf met rode rand. Het moet een middellijn hebben van ten minste 15 cm en het moet voorzien zijn van :

- ofwel reflecterende producten;
- ofwel een eigen verlichting in de rode rand;
- ofwel beide middelen samen (1).

Het is daarenboven aanbevolen deze uitrusting aan te vullen met kleding, overgooiers of allerlei toebehoren, geel of oranjeleurig en reflecterend. Op de kleding en overgooier kan bovendien de vermelding « gemachtigd opzichter » aangebracht zijn.

3.7. Het kader van optreden van de gemachtigde opzichters

3.7.1. Algemeenheden

De wijziging van het algemeen verkeersreglement betreffende de begeleiding van groepen van personen met een handicap of bejaarden door gemachtigde opzichters enerzijds en een ruimere benadering van de taak van de gemachtigde opzichters bij groepen kinderen of scholieren anderzijds, maken de grote nieuwigheden van dit rondschrijven uit.

De gemachtigde opzichters mogen dus de groepen helpen op hun tocht van, naar en aan school, ofwel van, naar en aan een of andere plaats waar een activiteit is, en dit zonder beperking.

Onder « groep » moet hier verstaan worden, een geheel van personen met gemeenschappelijke kenmerken (kinderen, scholieren, bejaarden of personen met een handicap). Gemengde groepen zijn ook mogelijk.

De vraag is vaak gesteld naar vereisten inzake het minimum aantal personen waaruit een groep moet bestaan. Het gaat in de eerste plaats om een feitelijke toestand; toch blijkt het niet erg realistisch te zijn ervan uit te gaan dat twee personen een groep vormen; een groep moet toch in zekere zin een samenhangend geheel van meerdere personen zijn die een zekere omvang heeft.

Wanneer de gemachtigd opzichter te maken heeft met heel kleine « groepen », ja zelfs met één persoon (b.v. een kind dat op weg naar school is), kan hij steeds met raadgevingen bijspringen, zonder per se het verkeer stil te leggen.

Onder « kinderen, scholieren », bejaarden en personen met een handicap, moet worden verstaan :

- * kinderen : minderjarige personen buiten schoolverband;
- * scholieren : jongens en meisjes die de kleuterschool, de basisschool of de middelbare school bezoeken;
- * bejaarden : personen vanaf ongeveer 60 jaar;
- * personen met een handicap : personen met een fysische of geestelijke handicap.

Eenzelfde opzichter mag b.v. een groep scholieren of een groep personen met een handicap begeleiden.

Toch kan uit de dagelijkse praktijk, uit de kenmerken en gedragingen van de respectieve groepen, en uit de sterk verschillende verplaatsings-omgeving een zekere « specialisering » van de gemachtigd opzichter voortvloeiën; hij kan m.a.w. de ervaring die hij verworven heeft in een bepaalde context, te nutte maken.

3.7.2. Bevoegdheden

De gemachtigd opzichter kan het verkeer stilleggen om de groepen kinderen, scholieren, bejaarden of personen met een handicap te laten oversteken.

Hij kan deze groepen ook verbieden om over te steken zolang het verkeer niet tot stilstand is gekomen en/of zolang de verkeersomstandigheden niet optimaal veilig zijn wat betekent dat in dat geval voor die groepen de bepaling van art. 40.4.2. van het algemeen verkeersreglement met betrekking tot de intentie om over te steken, niet van toepassing is.

Hij mag eveneens aanwijzingen geven.

Dit moet begrepen worden in zijn gebruikelijke betekenis : een aanwijzing, een wenk geven, een suggestie doen om iets te doen of niet te doen.

Ces indications n'ont dès lors jamais de valeur ou la force obligatoire d'un ordre et concernent donc toujours la « protection de la traversée de groupes d'enfants, d'écoliers, de personnes handicapées ou âgées ».

Puisque le surveillant habilité n'est ni un agent de police, ni un agent auxiliaire, il ne peut dresser de procès-verbal lors d'infractions. Il n'est pas non plus autorisé à effectuer des contrôles d'identité.

Que peut-il faire lorsqu'il observe des infractions ?

Comme les citoyens ordinaires, il ne doit pas réagir, mais il peut déclarer l'infraction et, à cette fin, noter les données qui rendront possible l'identification du contrevenant (numéro de plaque, couleur et marque du véhicule, caractéristiques et particularités éventuelles des conducteurs) pour transmettre ensuite ces données à la police.

Il peut aussi formellement porter plainte.

Sa préoccupation principale doit être la sécurité de la traversée des groupes dont il a la charge. Cependant, il est judicieux qu'il prenne note systématiquement des infractions : cela lui permettra de déterminer si certaines infractions ou certains comportements dangereux non intentionnels se répètent.

Le cas échéant, il peut être convenu avec la police que celle-ci assistera à tout moment utile le surveillant habilité.

Dans ce cas, il appartiendra aux agents de police d'agir de manière répressive.

3.7.3. Quelques situations particulières

3.7.3.1. Le surveillant habilité, dans sa fonction la plus représentative, aidera à la traversée de la chaussée soit qu'il y ait ou non un passage pour piétons, que ce passage soit protégé ou non par des feux lumineux de circulation, que ce soit en dehors ou dans un carrefour.

3.7.3.1.1. En présence d'un passage pour piétons non protégé par des feux lumineux de circulation, son rôle est de régler la traversée du ou des groupe(s) dont il a la surveillance. Dans ce cas, il peut être amené à notifier aux groupes d'attendre avant de traverser en sécurité.

3.7.3.1.2. Aux feux lumineux de circulation, il agit avant tout en « confirmant » la phase verte pour les piétons puisqu'il ne peut laisser traverser lorsque le feu est au rouge pour les piétons, et, dans ce cas, il doit scinder le groupe.

3.7.3.1.3. Aux carrefours, son rôle n'est pas de régler la circulation dans le carrefour mais d'assurer le passage du ou des groupes en toute sécurité. Il se portera donc en principe à l'endroit du passage de son groupe.

3.7.3.2. Lorsque le surveillant habilité est confronté à plusieurs groupes successifs, il devra organiser les traversées des groupes en alternance avec le passage des conducteurs.

3.7.3.3. Le fait qu'il y ait de manière incidente des personnes étrangères au groupe (par exemple : un ou des adulte(s) avec un groupe d'écoliers) peut difficilement être pris en compte par le surveillant habilité. Dès lors, ces personnes seront englobées dans le groupe à gérer.

3.7.3.4. Pour rappel, le surveillant habilité doit laisser passer les véhicules prioritaires en mission urgente, c'est-à-dire faisant usage du feu bleu clignotant et de l'avertisseur sonore spécial, (application de l'article 59.14 du règlement général sur la police de la circulation routière).

3.7.3.5. Par ailleurs, le surveillant habilité prêtera une attention toute particulière en présence de cyclistes, de deux-roues motorisés et de véhicules lourds. S'agissant de ces derniers, outre leurs spécificités, ils peuvent masquer un véhicule qui suit.

3.7.3.6. La présence d'un surveillant habilité dans le bus scolaire ou aux arrêts importants de celui-ci constitue une excellente solution pour accroître encore la sécurité lors de l'embarquement ou le débarquement d'enfants.

3.7.3.7. Tant dans la formation que dans l'affectation sur le terrain du surveillant habilité, il faut porter une attention particulière aux endroits où il sera amené à agir et notamment :

* tenir compte de la longueur des traversées;

* tenir compte des circonstances locales particulières (voies de trams - ceux-ci restent prioritaires ! -) de la circulation, etc...;

De aanwijzingen hebben dus nooit de waarde of de bindende kracht van een bevel; ze hebben steeds betrekking op «de bescherming van het oversteken van groepen kinderen, scholieren, personen met een handicap of bejaarden».

Aangezien de gemachtigd opzichter geen politieagent of hulpagent is, kan hij geen proces-verbaal opstellen naar aanleiding van een overtreding. Hij kan ook geen identiteitscontroles doen.

Wat kan hij wel doen wanneer hij overtredingen waarneemt ?

Net zoals iedere andere burger, hoeft hij niet te handelen, maar hij kan wel de overtreding aangeven bij de politie (de gegevens noteren die de identificatie van de overtreder mogelijk maken, nummerplaat, kleur en merk van de auto, gebeurlijke kenmerken en bijzonderheden van de bestuurder).

Hij kan ook formeel klacht indienen.

Zijn voornaamste zorg moet zijn het veilig oversteken van de groepen die hij begeleidt. Toch doet hij er goed aan systematisch de overtredingen te noteren : op die manier kan hij nagaan of sommige overtredingen of bepaalde gevaarlijke, onopzettelijke gedragingen herhaaldelijk gebeuren.

In voorkomend geval kan met de politie afgesproken worden dat ze op elk gepast moment de gemachtigd opzichter zal bijstaan.

In dit geval komt het de politieagenten toe betuigend op te treden.

3.7.3. Enkele bijzondere gevallen

3.7.3.1. De gemachtigd opzichter treedt in ruime zin op als hulp bij het oversteken van de rijbaan, om het even of er een oversteekplaats voor voetgangers is of niet, of deze oversteekplaats al dan niet beveiligd is door middel van verkeerslichten, of het buiten dan wel op een kruispunt is.

3.7.3.1.1. Wanneer een oversteekplaats voorhanden is die niet beveiligd is door verkeerslichten, bestaat zijn taak erin het oversteken te regelen van de groep(en) waarover hij het toezicht heeft. In dit geval kan het zijn dat hij de groep vraagt te wachten alvorens over te steken in veilige omstandigheden.

3.7.3.1.2. Bij verkeerslichten treedt hij in essentie op «in overeenstemming» met de groene fase voor de voetgangers : hij mag immers de groep niet laten oversteken wanneer het licht op rood staat voor de voetgangers; in dit geval splitst hij de groep.

3.7.3.1.3. Aan de kruispunten bestaat zijn taak er niet in het verkeer op het kruispunt te regelen, maar de overtocht van de groep(en) in alle veiligheid te laten verlopen. Hij begeeft zich dus in principe naar de plaats van doortocht van zijn groep.

3.7.3.2. Wanneer de gemachtigd opzichter met verscheidene groepen te maken heeft die elkaar opvolgen, moet hij het oversteken van de groepen afwisselend met de doortocht van het verkeer laten gebeuren.

3.7.3.3. Als er toevallig personen mee zijn die eigenlijk vreemd zijn aan de groep (b.v. één of meerdere volwassen(en) met een groep scholieren), kan de gemachtigd opzichter daar bezwaarlijk rekening mee houden. Deze personen stappen dan maar mee op.

3.7.3.4. Ter herinnering : prioritaire voertuigen die een dringende opdracht uitvoeren, dit wil zeggen, die gebruik maken van hun blauw zwaailicht en van het speciaal geluidssignaal, hebben voorrang : de gemachtigd opzichter moet ze krachtens art. 59.14 van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer laten voorgaan.

3.7.3.5. De gemachtigd opzichter moet bijzonder op zijn hoede zijn voor de aanwezigheid van fietsers, bestuurders van gemotoriseerde tweewielers en van zware voertuigen. Wat deze laatste betreft, hebben ze, buiten hun bijzondere aard, het nadeel dat ze een voertuig dat volgt, kunnen verbergen.

3.7.3.6. De aanwezigheid van een gemachtigd opzichter in de schoolbus of aan de belangrijke stopplaatsen, is een grote troef ter verhoging van de veiligheid bij het in- en uitstappen van kinderen.

3.7.3.7. Zowel bij de opleiding van de gemachtigd opzichter als bij de toewijzing van zijn plaats, moet goed gelet worden op alle plaatselijke kenmerken van zijn werkterrein, namelijk :

* rekening houden met de oversteeklengte;

* rekening houden met de bijzondere plaatselijke omstandigheden (transporen - trams blijven prioritair ! -) waarin het verkeer verloopt, enz.....;

* tenir compte du fait que l'on se trouve en voirie principale ou non. S'il n'est pas exclu que le surveillant habilité puisse intervenir en voirie principale supportant un trafic important, la localisation de cette intervention doit s'opérer avec le plus grand soin. Dans certains cas, il vaut mieux recourir au service de police lui-même;

* par ailleurs, il doit y avoir adéquation entre le nombre de surveillants habilités et la tâche à effectuer. Dans certains cas, la présence de deux surveillants habilités peut s'avérer nécessaire;

* dans ce même ordre d'idées, il convient de constituer une véritable équipe de surveillants habilités permettant de la sorte de pallier l'absence d'un préposé. Il est important en effet qu'il y ait continuité dans la présence d'un surveillant habilité;

* dans le cas de groupes d'enfants, d'écoliers et de personnes âgées ou handicapées le surveillant habilité peut, pour autant qu'il ne soit pas en faction à un endroit critique (par exemple : établissement important de soins, aux abords d'un home, etc...), accompagner le groupe sur l'ensemble de l'itinéraire emprunté. Son rôle sera en l'occurrence double puisqu'il agira d'une part en tant que surveillant au sens propre - en arrêtant ponctuellement la circulation - et d'autre part en tant que conseiller soit à des endroits critiques tels la traversée de voies principales soit en accompagnant le groupe par exemple en indiquant la place sur la chaussée;

* d'une manière générale, le surveillant habilité choisira les lieux les plus sûrs pour effectuer les traversées (présence de passages pour piétons protégés ou non par des feux, longueur de la traversée, etc....).

Quand le surveillant habilité se trouve en présence d'un enfant, d'un handicapé, d'une personne âgée, son rôle est avant tout celui de conseiller;

* les compétences du surveillant habilité ne concernent que des groupes déterminés de piétons. Des groupes de cyclistes qui veulent bénéficier de l'intervention d'un surveillant habilité doivent descendre de leur vélo.

4. REMARQUES FINALES

Le fait de disposer dans une commune de surveillants habilités est un maillon complémentaire d'une politique active en matière de sécurité routière et d'une présence effective sur le terrain.

Agissant en collaboration avec le service de police, le surveillant habilité peut, de pair avec celui-ci et les différents intervenants (écoles, association de parents, mouvements d'enfants, associations de personnes âgées ou handicapées), participer activement à l'élaboration de cheminements sûrs et aussi mettre en exergue les problèmes communs ou spécifiques à chaque groupe rencontrés au cours de ses activités (traversée dangereuse, difficulté d'accessibilité, etc....).

Par ailleurs, il est important d'informer les écoles, les mouvements de jeunesse, les associations de parents et de personnes âgées ou handicapées de l'existence dans leur commune d'une cellule de surveillants habilités ainsi que de leur rôle exact.

Il convient en outre d'informer les diverses commissions consultatives communales (la commission de circulation, le conseil des jeunes, de personnes âgées ou handicapées etc...) du contenu de la présente circulaire et il serait également souhaitable que les groupes de personnes âgées et handicapées soit informés par les médias locaux des nouvelles compétences du surveillant habilité.

5. ABROGATION

La circulaire du 25 mars 1987 est abrogée.

Le Ministre de la Sécurité,
J. PEETERS

—————
Note

(1) L'attention est spécialement attirée sur le fait que, depuis le 05.12.1997 (A.M. du 26.11.1997) il peut être fait usage de l'éclairage du bord rouge du disque.

* rekening houden met het feit of men zich bevindt op hoofdwegenis of niet. Zonder bij voorbaat uit te sluiten dat de gemachtigd opzichter zou ingezet worden op hoofdwegenis met druk verkeer, moet de lokaliserings van een dergelijk optreden toch met de grootste omzichtigheid gebeuren. In sommige gevallen is het beter dat de politie zelf optreedt;

* er moet overigens een gepaste, evenwichtige verhouding zijn tussen het aantal gemachtigde opzichters en de uit te voeren taken. Soms kan het nodig zijn dat twee gemachtigde opzichters aanwezig zijn;

* in dezelfde gedachtengang is het aangewezen een echte ploeg gemachtigde opzichters te vormen zodat de afwezigheid van een lid gemakkelijk verholpen kan worden. Het is inderdaad van belang dat er continuïteit in de aanwezigheid is;

* voor groepen scholieren, kinderen, bejaarden of personen met een handicap kan de gemachtigd opzichter, tenzij hij op een kritieke plaats is ingezet (b.v. een grote verzorgingsinstelling, in de nabijheid van een rusthuis, enz...), de groep begeleiden over het geheel van het af te leggen traject. Hier heeft hij dan een tweevoudige taak: enerzijds optreden als opzichter in de echte zin - door het verkeer stil te leggen op welbepaalde punten - en anderzijds als raadgever hetzij op kritieke plaatsen zoals bij het oversteken van hoofdwegen hetzij bij het begeleiden van de groep zoals inzake de juiste plaats op de openbare weg;

* in algemene zin moet de gemachtigd opzichter de veiligste plaatsen kiezen om over te steken (aanwezigheid van oversteekplaatsen voor voetgangers, al dan niet beveiligd door lichten, lengte van de oversteek, enz.....).

Ten opzichte van een kind, een persoon met een handicap of een bejaarde, is de gemachtigd opzichter in de allereerste plaats een raadgever;

* de bevoegdheden van de gemachtigd opzichter belangen slechts bepaalde groepen van voetgangers aan. Groepen van fietsers die van zijn optreden gebruik wensen te maken, moeten afstappen.

4. SLOTBEMERKINGEN

Het feit dat een gemeente beschikt over gemachtigde opzichters is een bijkomende schakel van een actief verkeersveiligheidsbeleid en van een werkelijke aanwezigheid op het terrein.

Door op te treden in samenwerking met de politiediensten kan de gemachtigd opzichter samen met de politie en met de andere betrokkenen (scholen, ouderverenigingen, jeugdbewegingen, bejaarden- of gehandicaptenverenigingen), actief deelnemen aan de oppuntstelling van veilige routes en ook de gemeenschappelijke of eigen problemen die hij bij elke groep vaststelt, in de belangstelling brengen (gevaarlijke oversteek, moeilijke bereikbaarheid of toegang, enz.....).

Het is van belang de scholen, de jeugdbewegingen, de ouderverenigingen en, de senioren- of gehandicaptenverenigingen te informeren over het bestaan in hun gemeente van een cel gemachtigde opzichters, alsook over hun precieze opdracht.

Ook de gemeentelijke raadgevende commissies (de verkeerscommissie, de jeugdraad, de seniorenraad, de raad voor personen met een handicap, enz.) dienen op de hoogte gebracht te worden van de inhoud van het rondschriften en het verdient eveneens aanbeveling dat groepen van bejaarden en personen met een handicap via de lokale media ingelicht worden over de nieuwe bevoegdheden van de gemachtigd opzichter.

5. OPHEFFING

Het rondschriften van 25 maart 1987 is opgeheven.

De Minister van Veiligheid,
J. PEETERS

—————
Nota

(1) De aandacht wordt vooral gevestigd op het feit dat sinds 5 december 1997 (MB van 26 november 1997), gebruik mag worden gemaakt van een verlichting van de rode rand van de schijf.

ANNEXE 1A LA CIRCULAIRE MINISTERIELLE RELATIVE AUX SURVEILLANTS HABILITES**MODELE DE DECLARATION DE VOLONTARIAT, EN TANT QUE SURVEILLANT HABILITES**

Le (la) soussigné (e)

.....

.....

(identité et adresse complètes) offre par la présente ses services en tant que candidat-surveillant habilité auprès de la commune de

Dans le cas où sa candidature est acceptée, il (elle) s'oblige à suivre la formation qui est prescrite. Dès qu'il (elle) sera désigné (e), il (elle) respectera scrupuleusement les ordres et directives qui seront donnés par la personne compétente à cet effet.

S'il (elle) le souhaite, il (elle) pourra mettre fin à son volontariat en avertissant par écrit l'administration communale ou la personne compétente à cette fin, et cela, moyennant un préavis d'au moins sauf en cas de force majeure.

Date et signature,

Pour les mineur(e)s

Le(s) (la) soussigné(e)(s), parent(s), tuteur(s) (tutrice) de

déclare(nt) marquer son(leur) accord sur les candidature et désignation éventuelles en tant que surveillant habilité de la circulation.

Date et signature(s),

ANNEXE 2

A LA CIRCULAIRE MINISTERIELLE RELATIVE AUX SURVEILLANTS HABILITES**MODELE DE DECISION D'HABILITATION**

Le soussigné

Bourgmestre de

Vu l'article 40bis, 2 du règlement général sur la police de la circulation routière,

Vu le fait que la personne nommée ci-après a suivi avec fruit la formation prescrite par l'article 59.21 dudit règlement,

habilite par la présente

Madame, Monsieur

domicilié(e) à

.....

à intervenir en tant que surveillant habilité sur le territoire de la commune.

Cette habilitation peut être retirée par le Bourgmestre à tout moment et sans préavis.

Le surveillant habilité est mis à la disposition du Chef de corps de la police communale pour l'exercice de sa fonction et devra se conformer à ses ordres et directives.

L'intéressé(e) est assuré(e), tant en ce qui concerne sa responsabilité civile pendant l'exécution de sa mission qu'en ce qui concerne les accidents de travail.

Le surveillant habilité volontaire peut à tout moment mettre fin à son volontariat à condition d'en informer le Chef de corps au moins au préalable, et par écrit.

Ainsi fait en deux exemplaires :

- dont un pour le Bourgmestre
- et un pour le surveillant habilité.

Cachet communal

Date.....

Le surveillant habilité,

Le Bourgmestre,

BIJLAGE 1
bij het ministerieel rondschrijven betreffende de gemachtigde opzichters

MODELVERKLARING VAN VRIJWILLIGERSCHAP ALS GEMACHTIGD OPZICHTER.

De ondergetekende :

biedt hierbij zijn/haar diensten aan als kandidaat-gemachtigd opzichter bij de gemeente

Hij/zij verbindt er zich toe, indien zijn/haar kandidatuur aanvaard wordt, de opleiding te volgen die wordt voorgeschreven. Zodra hij/zij aangesteld wordt, zal hij/zij de bevelen en richtlijnen die door de daartoe bevoegde persoon worden gegeven stipt naleven.

Wanneer hij/zij een einde wenst te maken aan zijn/haar vrijwilligerschap zal hij/zij het gemeentebestuur of de daartoe bevoegde persoon daarvan schriftelijk verwittigen met een vooropzeg van ten minste, behoudens in geval van overmacht.

Datum en handtekening,

Voor minderjarigen :

De ondergetekende(n)-ouders-voogd(en) van

verklaren zich akkoord met diens kandidaatstelling en eventuele aanstelling als gemachtigd opzichter.

Datum en handtekening(en),

BIJLAGE 2

bij het ministerieel rondschrĳven betreffende de gemachtigde opzichters

MODEL VAN MACHTIGINGSBESLUIT

De ondergetekende

Burgemeester van

Gelet op artikel 40bis, 2 van het Algemeen Reglement op de Politie van het Wegverkeer;

Gelet op het feit dat hierna genoemde persoon de opleiding die bij artikel 59.21 van dit reglement is voorgeschreven, met succes heeft gevolgd;

machtigt bij deze

Mevrouw, Mijnheer,

wonende te

om op te treden als gemachtigd opzichter op het grondgebied van de gemeente.

Deze machtiging kan door de ondergetekende burgemeester op elk ogenblik en zonder enige vooropzeg worden ingetrokken.

De gemachtigd opzichter wordt voor de uitoefening van zijn taak ter beschikking gesteld van de korpsoverste van de gemeentelijke politie en zal zich naar diens bevelen en richtlijnen moeten schikken.

De betrokkene is verzekerd voor zowel burgerlijke aansprakelijkheid tijdens de uitvoering van zijn opdracht als voor arbeidsongevallen.

De vrijwilliger-gemachtigd opzichter kan op elk ogenblik een einde maken aan zijn vrijwilligerschap op voorwaarde de korpsoverste hiervan ten minste op voorhand schriftelijk te verwittigen.

Aldus gedaan in twee exemplaren waarvan

- één voor de burgemeester

- één voor de gemachtigd opzichter

Gemeentezegel

De gemachtigd opzichter,

Datum.....

De Burgemeester,